

# MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**  
**(15 septembre 2020)**

Convention collective nationale

IDCC : **7025** | **ENTREPRISES DE TRAVAUX ET SERVICES AGRICOLES,  
RURAUX ET FORESTIERS**  
**(8 octobre 2020)**

Convention collective

IDCC : **9151** | **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE,  
EXPLOITATIONS DE CULTURE OU D'ÉLEVAGE SPÉCIALISÉS  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES RURAUX ET FORESTIERS  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**  
**(Cantal)**  
**(5 janvier 1978)**

(Étendue par arrêté du 7 novembre 1978,  
*Journal officiel* du 19 janvier 1979)

## **Avenant n° 84 du 3 octobre 2025**

relatif aux congés et absences

NOR : AGRS2697015M

IDCC : 7024, 7025, 9151

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Cantal ;**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**USRAF CGT du Cantal ;**

**Syndicat CFDT Agri Agro du Cantal ;**

**Fédération CFTC Agri ;**

**SNCEA CFE CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

La convention collective nationale production agricole/CUMA du 15 septembre 2020 (IDCC 7024) et la convention collective nationale de travail concernant les entreprises de travaux et services agricoles, ruraux et forestiers du 8 octobre 2020 (IDCC 7025) stipulent que les conventions collectives territoriales devenues accords collectifs autonomes au 1<sup>er</sup> avril 2021 ne sont pas remises en cause, et que, dans le cadre d'un dialogue social renforcé, ces accords collectifs font l'objet de négociations régulières répondant aux besoins exprimés par les partenaires sociaux.

En application des dispositions de l'article L. 2232-5-2 du code du travail, les partenaires sociaux agricoles confèrent à leurs stipulations le caractère d'adaptations locales des stipulations conventionnelles nationales.

Il convient de rappeler qu'au sein de la branche de la production agricole et des CUMA, les partenaires sociaux ont exprimé leur souhait d'une application générale du principe de faveur afin que seules des stipulations plus favorables que celles contenues dans la convention nationale puissent s'appliquer localement.

C'est dans ce cadre que les partenaires sociaux du département du Cantal ont décidé de négocier sur la thématique des congés spéciaux et absences.

## Article 1<sup>er</sup>

Le présent avenant constitue un accord de révision au sens des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

## Article 2

Article 43 « Autres congés ».

L'article 43 de la convention collective de travail du 5 janvier 1978 production agricole et CUMA est modifié et complété comme suit :

### « Congés de formation économique, sociale et syndicale/formation des cadres et animateurs pour la jeunesse

Les salariés ont droit chaque année à des congés de formation économique, sociale et syndicale et de formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, à prendre dans les conditions prévues respectivement par les articles (avenant n° 74 du 7 septembre 2012) L. 2145-1 et suivants du code du travail et L. 3142-54 et suivants du code du travail.

Ces congés sont assimilés à des périodes de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour l'ensemble des autres droits résultant pour l'intéressé de son contrat.

### Congés pour endométriose

Une femme atteinte d'endométriose justifiée par certificat médical à remettre à l'employeur, lors de sa première demande, bénéficiera d'une autorisation d'absence à hauteur d'un jour par mois, dont 6 jours rémunérés à 50 % par année civile.

### CPHSCT (commission paritaire d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail)

Dans l'intérêt des entreprises et des salariés dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, de l'hygiène et de la sécurité, les salariés pourront participer aux réunions sur invitation de la CPHSCT, lorsqu'ils seront concernés par les risques

professionnels étudiés. Les temps de présence et de trajet seront assimilés à du temps de travail effectif et seront rémunérés comme tel dans la limite de 8 heures par an et par salarié après accord de l'employeur.

#### **Participation à des forums emploi**

Chaque salarié qui le désire, et après accord de son employeur, peut participer à des salons, forums, rencontres, sur la promotion de son métier dans le département de son lieu de travail.

Le salarié peut ainsi s'absenter une journée par an, prise en une ou deux fois.

Ce temps de présence ne sera pas rémunéré. »

### **Article 3**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

### **Article 4**

Selon les formalités prévues aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé ; les parties signataires en demanderont l'extension.

*Fait à Aurillac, le 3 octobre 2025.*

(Suivent les signatures.)